

L'HÉRITAGE CULTUREL ET SPIRITUEL DE L'INFLATION FORCÉE

J. G. Hülsmann*

L'idée que l'inflation est néfaste est une idée bien ancrée en science économique. Cependant la plupart des manuels contemporains sous-estiment l'étendue du mal parce qu'ils définissent l'inflation de manière trop étroite. La définition standard la conçoit comme une « baisse prolongée du pouvoir d'achat de la monnaie (PAM) » et très peu d'attention est accordée aux formes concrètes qu'elle revêt. Pour mieux comprendre sa nature néfaste dans toute son ampleur, il faut recourir à une tradition plus ancienne d'analyse monétaire qui trouve son origine dans le Traité des monnaies de Nicolas Oresme au XIV^e siècle.¹ Selon cette conception, l'inflation est le produit d'une violation des règles fondamentales de la société.

Aussi, dans le présent essai, définirons-nous l'inflation comme une augmentation de l'offre de monnaie qui est due à l'escroquerie, à l'imposition et à la rupture de contrat. Invariablement, elle produit trois conséquences caractéristiques : (1) elle bénéficie à ses auteurs aux dépens des autres utilisateurs de la monnaie, (2) elle permet une accumulation des dettes au-delà du niveau qu'elles auraient pu atteindre sur le marché libre, et (3) elle réduit le PAM en dessous du niveau qu'il aurait atteint sur le marché libre. Ces conséquences sont encore aggravées quand l'inflation est encouragée par l'État. On parlera alors d'« inflation forcée ». La monnaie forcée - en particulier le papier-monnaie que le gouvernement impose aux citoyens à un cours forcé - rend l'inflation permanente et crée par ailleurs des institutions et des habitudes spécifiques à l'inflation.

Un gouvernement hyper centralisé

L'inflation bénéficie au gouvernement qui la contrôle, non seulement aux dépens de la population, mais également à ceux des gouvernements régionaux et locaux. Les souverains européens, pendant la montée des États Nations aux XVII^e et XVIII^e siècles, ont anéanti les vestiges des pouvoirs intermédiaires. Puis, les gouvernements démocratiques du XIX^e et du XX^e siècles ont achevé la centralisation du pouvoir débutée sous les rois. L'inflation a été la force motrice de ce processus. En effet, la production de monnaie était alors complètement entre les mains de l'appareil étatique. Plus que tout autre facteur économique, elle a rendu l'État Nation indestructible.

* Professeur de sciences économiques à l'Université d'Angers. Le présent essai, chapitre d'un ouvrage à paraître, intitulé *The ethics of money production*, est paru en anglais le 28 juillet 2004 sur www.mises.org. Il a été repris par un grand nombre de sites web, entre autres celui de *The Economist* à Londres. Traduction de Nathalie Hülsmann. Contact : Guido.Huelsmann@univ-angers.fr.

¹ Voir Claude Dupuy (éd.), *Écrits monétaires du XIV^e siècle* (Lyon : La Manufacture, 1989).

Elle a ainsi contribué, indirectement du moins, à la popularité des idéologies nationalistes qui, au XX^e siècle, aboutirent à une vénération aveugle de l'État Nation. L'inflation va de pair avec la croissance des gouvernements centraux. Elle leur permet de croître davantage qu'ils n'auraient pu le faire dans une société libre et de monopoliser des fonctions gouvernementales dans une mesure plus large que dans les conditions de production naturelle de la monnaie. Cette croissance a lieu aux dépens de toutes les formes de pouvoirs intermédiaires et, bien sûr, au détriment de la société civile au sens large. L'inflation entretenue par le gouvernement central contribue à l'isolement des citoyens. Tous leurs liens sociaux sont contrôlés par l'État qui produit maintenant la plupart des services rendus autrefois par d'autres entités sociales telles que la famille et les gouvernements locaux. Parallèlement, la participation à la direction centrale de l'appareil étatique échappe à ces mêmes individus.

L'inflation forcée et la guerre

Parmi les conséquences les plus horribles de l'inflation forcée et du papier-monnaie en particulier, on compte leur capacité à allonger la durée des guerres. Les destructions engendrées par les guerres ont pour effet d'apaiser les velléités du départ. Ainsi, plus une guerre est durable et destructive, moins la population est encline à la supporter financièrement par les impôts ou par l'achat de bons du Trésor. L'inflation forcée, elle, permet au gouvernement d'ignorer la résistance fiscale de ses citoyens et de maintenir l'effort de guerre à son niveau actuel ou encore de l'accroître.

C'est exactement ce qui s'est passé lors des deux guerres mondiales du XX^e siècle, du moins dans le cas des États européens. Les gouvernements de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, de la Russie et du Royaume-Uni ont financé une large part de leurs dépenses au moyen de l'inflation. Bien évidemment, il est difficile d'estimer l'impact quantitatif précis de cette politique. Cependant, il n'est pas déraisonnable de supposer que l'inflation forcée a prolongé les deux guerres mondiales de quelques mois ou même d'un an ou deux. Si l'on considère que le nombre de victimes a été particulièrement élevé vers la fin de la guerre dans les deux cas, nous pouvons imaginer que de nombreuses vies auraient pu être épargnées.

Beaucoup de gens pensent que, pendant une guerre, tous les moyens sont justes. À leurs yeux, l'inflation forcée est un moyen légitime de repousser une menace fatale pour une nation. Mais cet argument n'est pas très convaincant. Il n'est pas vrai que tous les moyens sont justes dans une guerre. Notons qu'il existe, dans la théologie catholique, une théorie de la guerre juste qui souligne exactement ce point. L'inflation forcée serait certainement un moyen illégitime s'il existe d'autres moyens moins offensifs permettant d'obtenir le même résultat. Et de fait, ces moyens existent et ont toujours été à la disposition des gouvernements. Citons, par exemple, l'imposition supplémentaire.

Un autre argument typique en faveur de la monnaie forcée en temps de guerre consiste à prétendre que la population ignorante se lasse de la guerre et tend à résister à une imposition accrue. Le gouvernement, en revanche, est mieux informé que ses citoyens de la proximité de la victoire. Sans la monnaie forcée, il est pieds et poings liés et cela pourrait avoir des conséquences désastreuses sur la victoire imminente. L'inflation ne fait que donner le petit coup de pouce nécessaire.

Il est en effet tout à fait concevable que le gouvernement soit mieux informé que ses citoyens. Mais il est plus difficile de comprendre pourquoi c'est un obstacle au financement de la guerre. La tâche essentielle des chefs politiques est de rallier les masses à leur cause. Le gouvernement d'un pays en guerre ne peut-il pas convaincre de la nécessité d'une imposition supplémentaire ? Ceci nous conduit à la considération suivante.

L'inflation et la tyrannie

La guerre est le cas le plus extrême dans lequel l'inflation forcée permet au gouvernement de poursuivre ses objectifs sans véritable soutien de ses citoyens. La planche à billets permet au gouvernement de s'emparer de la propriété de son peuple sans son consentement et, de fait, contre sa volonté. Quel type de gouvernement est-ce donc, qui spolie arbitrairement ses citoyens ? Aristote et de nombreux autres philosophes politiques lui ont donné le nom de tyrannie. De la même manière, d'Oresme à Mises, des théoriciens de la monnaie ont souligné le fait que l'inflation forcée, en tant qu'instrument de financement du gouvernement, était une caractéristique financière de la tyrannie.

Dégénérescence de l'organisation monétaire

Les économistes autrichiens ont démontré en détail que l'inflation forcée est une forme instable de production de la monnaie.² En effet, elle institutionnalise l'irresponsabilité que les économistes nomment « l'aléa moral » avec pour résultat des crises économiques récurrentes et fréquentes. Les efforts entrepris dans le passé pour contrer ces effets n'ont malheureusement pas remis en cause le principe même de l'inflation forcée. Ils ont entraîné une évolution particulière des institutions monétaires - une sorte de course institutionnelle vers la dégénérescence monétaire. La chronologie sommaire de ce processus retient la création des banques à réserves fractionnaires, des banques centrales nationales, et finalement du papier-monnaie.

La déliquescence des institutions monétaires a débuté il y a des siècles et n'a pas encore atteint son maximum, même si le processus s'est considérablement accéléré à notre époque sous l'ère du papier-monnaie.

L'inflation forcée et le commerce

L'inflation forcée a un impact considérable sur le financement des entreprises. Elle rend les crédits meilleur marché qu'ils ne le seraient sur le marché libre. Ainsi les entrepreneurs ont plus souvent recours au crédit pour financer leurs projets qu'aux fonds propres (capital apporté dans la société par son propriétaire).

Dans un système naturel de production de la monnaie, les banques n'octroieraient de crédits qu'en tant qu'intermédiaires financiers. Elles ne pourraient prêter que les sommes d'argent épargnées par elles-mêmes, ou bien celles que leurs clients leur auraient confiées. Les banquiers pourraient déterminer librement les conditions des crédits offerts (intérêt, durée et garanties) mais il serait bien évidemment suicidaire de prêter à de meilleures conditions que celles de leur emprunt. Par exemple, si une banque reçoit un crédit à 5 pour cent, il serait suicidaire de prêter cet argent à 4 pour cent. Il s'en suit que sur un marché libre, les banques, afin d'être profitables, sont soumises à des limites assez étroites. Il n'est donc pas possible pour une banque de survivre et d'offrir de meilleurs termes que ceux acceptés par les épargnants qui leur confient leur argent pour une durée donnée.

² Voir en particulier Ludwig von Mises, *L'action humaine* (Paris, Presses Universitaires de France, 1985) ; Jesús Huerta de Soto, *Dinero, crédito bancario y ciclos económicos* (2^e éd., Madrid, Union editorial, 2000).

En revanche, les banques à réserves fractionnaires peuvent se le permettre. Comme elles peuvent produire des billets supplémentaires à un coût pratiquement nul, elles peuvent offrir des crédits à des taux plus bas que ceux qui auraient prévalu autrement. Ainsi, les bénéficiaires de ces crédits vont financer par la dette des projets qu'ils auraient dû, sinon, financer par leur fonds propres ou qu'ils n'auraient pu mener à bien.

Le papier-monnaie a le même effet mais à plus grande échelle. Un producteur de papier-monnaie peut octroyer des crédits quasiment sans aucune limitation et à n'importe quelles conditions. Ces dernières années, la banque nationale du Japon a offert des crédits à zéro pour cent. Actuellement, elle commence à payer des personnes pour qu'elles s'endettent.

Il est évident que peu de sociétés peuvent se payer le luxe de refuser de telles offres. La compétition est rude dans la plupart des industries et les firmes doivent rechercher les meilleures offres à moins de perdre cet « avantage compétitif » qui peut être décisif en termes de profits et de simple survie. Par conséquent, l'inflation forcée rend les affaires plus dépendantes des banques qu'elles ne l'auraient été sur le marché libre. Elle crée une plus grande dépendance et une plus grande centralisation du pouvoir que ce qui existerait sur le marché libre. L'entrepreneur qui opère avec 10 pour cent de fonds propres et 90 pour cent de dettes n'est plus véritablement un entrepreneur. Ses créiteurs, généralement des banquiers, sont les véritables entrepreneurs qui prennent les décisions vitales. L'entrepreneur n'est plus qu'un cadre dirigeant bien payé, un directeur.

Ainsi l'inflation forcée réduit le nombre des véritables entrepreneurs, des hommes indépendants qui opèrent avec leur propre argent. De tels hommes existent toujours, mais ils ne peuvent survivre que parce que leur talent compense leur handicap financier. Ils doivent être plus innovants ou travailler plus dur que leurs concurrents. Ils connaissent le prix de l'indépendance et sont prêts à le payer. Généralement, ils sont très attachés à leur entreprise familiale et soucieux de leurs employés.

Parce que les crédits résultant de l'inflation forcée donnent un avantage financier facile, les entrepreneurs ont aussi tendance à encourager des décisions excessivement risquées de la part des dirigeants d'entreprise. Ceci est particulièrement le cas dans les grandes sociétés qui ont un

accès aisé aux marchés financiers. Leur prise de risques est souvent considérée, à tort, comme de l'innovation.

Selon l'économiste Joseph Schumpeter, les banques à réserves fractionnaires sont le moteur du développement économique basé sur l'innovation. Elles fournissent une source supplémentaire de monnaie pour les entrepreneurs ayant de bonnes idées. Il est concevable que, dans certains cas, elles jouent ce rôle mais, en général, c'est très improbable. Tout nouveau produit et toute innovation fondamentale dans l'organisation industrielle est une menace pour les banques. Celles-ci détiennent des placements importants (crédits et participations) dans des sociétés établies qui produisent des produits anciens et utilisent des formes d'organisation conventionnelles. Les banques ont donc tout intérêt à éviter la propagation de l'innovation en déclinant son financement ou bien en communiquant les idées nouvelles à leurs partenaires du monde des affaires.

Ainsi les banques à réserves fractionnaires rendent les affaires plus conservatrices. Elles bénéficient aux entreprises déjà établies aux dépens des nouveaux entrants, plus innovants. L'innovation est bien plus susceptible de provenir des entrepreneurs indépendants si le niveau d'imposition est bas.

Le joug de la dette

Certaines des considérations développées plus haut sont applicables en dehors du contexte des affaires. L'inflation forcée fournit des crédits faciles non seulement aux gouvernements et aux entreprises mais également aux personnes privées. Le simple fait que ces crédits soient offerts incite ainsi des personnes, qui autrement ne l'auraient pas fait, à s'endetter. Cet endettement devient presque inévitable avec une autre conséquence typique de l'inflation forcée qui est la hausse constante des prix. Alors que par le passé, la hausse des prix était à peine tangible, les citoyens du monde occidental sont maintenant parfaitement conscients du phénomène. Dans des pays tels que la Turquie ou le Brésil où la hausse des prix atteint 80 à 100 pour cent par an, même les jeunes en ont fait l'expérience.

De telles conditions imposent une lourde pénalité sur l'épargne sous forme d'encaisse.

Jadis, l'épargne se faisait en thésaurisant des pièces d'or et d'argent. Il est vrai que cette thésaurisation ne fournissant aucun revenu - le métal était nu - elle ne permettait pas la vie de rentier. Ceci mis à part, la thésaurisation permettait une épargne efficace et sûre. Son pouvoir d'achat ne s'évaporait pas en quelques décennies et pendant les périodes de croissance économique, il était même en hausse.

De manière plus générale, ce type d'épargne était tout à fait adapté à des gens « ordinaires ». Des charpentiers, des maçons, des tailleurs et des fermiers ne sont généralement pas des observateurs avisés des marchés financiers internationaux. Mettre quelques pièces sous l'oreiller ou bien dans un coffre-fort leur évitait de nombreuses insomnies et les rendait indépendants des intermédiaires financiers.

Comparons ce scénario d'alors avec notre situation actuelle. Le contraste ne pourrait être plus flagrant. Il serait complètement aberrant, de nos jours, de thésauriser des dollars ou des euros pour préparer sa retraite. Un homme de trente ans en 2006, qui projette de prendre sa retraite dans trente ans, doit calculer avec un facteur de dépréciation de 3. Ceci signifie qu'il doit épargner trois dollars aujourd'hui pour obtenir un pouvoir d'achat équivalent à un dollar actuel lorsqu'il prendra sa retraite. Et encore, un facteur de 3 est plutôt optimiste !

En conséquence, la stratégie la plus raisonnable pour lui est de s'endetter afin d'acquérir des biens dont le prix augmente avec l'inflation. C'est exactement ce qui se passe dans la plupart des pays occidentaux aujourd'hui. Dès que les jeunes gens ont un emploi, et donc une source à peu près stable de revenus, ils prennent un crédit pour s'acheter une maison, tandis que leur arrière-grand-père aurait probablement tout d'abord accumulé le pécule nécessaire pendant trente ans et ensuite acheté sa maison comptant. Il n'est pas nécessaire de souligner que cette dernière méthode a toujours été la façon chrétienne d'aborder les choses. Dans la lettre de saint Paul aux Romains (13, 8) nous lisons : « N'ayez de dettes envers personne, sinon celle de l'amour mutuel. Car celui qui aime autrui a de ce fait accompli la loi. »³

Les choses ne sont pas tellement plus roses pour ceux qui ont déjà accumulé une certaine richesse. Il est certain que l'inflation ne les conduit pas à s'endetter mais elle les prive de la possibilité d'épargner en argent liquide. Ainsi, des personnes âgées dont les revenus proviennent

³ Comme le lecteur francophone l'aura peut-être remarqué, cet essai a d'abord été écrit pour un public américain, voire protestant.

de pensions, veuves et orphelins doivent investir dans les marchés financiers au risque que leur pouvoir d'achat ne s'évapore sous leurs yeux. Ils deviennent dépendants des intermédiaires financiers et des caprices des marchés des actions et des marchés obligataires.

Il est clair que cet état de fait profite à ceux dont les revenus dérivent des marchés financiers. Agents de changes, vendeurs de titres obligataires, banques et sociétés d'hypothèques et autres « acteurs » ont toutes les raisons d'être reconnaissants du déclin constant du pouvoir d'achat de la monnaie. Mais ceci est-il profitable au citoyen moyen ? Dans un certain sens, ses dettes et son investissement accru dans les marchés financiers sont bénéfiques pour lui étant donné notre régime inflationniste actuel. Lorsque l'augmentation du niveau de prix est permanente, la dette privée est la meilleure stratégie disponible.

Mais ceci veut dire, bien évidemment, que sans l'interventionnisme du gouvernement dans le système monétaire, d'autres stratégies seraient préférables. La présence d'une banque centrale et du papier-monnaie rend les stratégies basées sur l'endettement plus attractives que celles fondées sur une épargne préalable.

Il n'est pas exagéré de dire, qu'à travers leur politique monétaire, les gouvernements occidentaux ont poussé leurs citoyens dans un état de dépendance financière inconnu des générations précédentes. Déjà en 1931, Pie XI écrivait :

« Ce qui, à notre époque, frappe tout d'abord le regard, ce n'est pas seulement la concentration des richesses, mais encore l'accumulation d'une énorme puissance, d'un pouvoir économique discrétionnaire, aux mains d'un petit nombre d'hommes qui d'ordinaire ne sont pas les propriétaires, mais les simples dépositaires et gérants du capital qu'ils administrent à leur gré. »⁴

Ce pouvoir est surtout considérable chez ceux qui, détenteurs et maîtres absolus de l'argent, gouvernent le crédit et le dispensent selon leur bon plaisir. Par là, ils distribuent en quelque sorte le sang de l'organisme économique dont ils tiennent la vie entre leurs mains, si bien que sans leur consentement nul ne peut plus respirer.

On se demande quels termes Pie XI aurait choisis pour décrire notre situation actuelle. La justification habituelle de l'inflation forcée est qu'elle stimule prétendument le développement industriel. Les

encaisses de pièces d'autrefois n'étaient pas seulement stériles, elles étaient aussi néfastes d'un point de vue économique parce qu'elles privaient des entreprises des moyens de paiements dont elles avaient besoin pour leurs investissements. Or, le rôle de l'inflation est de leur fournir ces moyens.

Mais la thésaurisation n'a aucune implication macro-économique négative. Elle n'étouffe pas du tout les investissements industriels. La thésaurisation accroît le pouvoir d'achat de la monnaie et donc donne un « poids » plus important aux unités monétaires qui demeurent en circulation. Tous les biens et services peuvent être achetés et tous les investissements peuvent être effectués grâce aux unités restantes. Le fait fondamental est que l'inflation ne crée aucune nouvelle ressource. Elle change simplement l'allocation des ressources existantes. Celles-ci ne vont plus à des sociétés dirigées par des entrepreneurs qui investissent leur propre argent, mais à des cadres dirigeants, des sociétés financées par des crédits bancaires.

L'effet net des récentes vagues d'endettement des ménages est donc de jeter des populations entières dans la dépendance financière. Les implications morales sont claires. Des dettes énormes sont incompatibles avec l'indépendance financière et elles tendent à accroître la dépendance également dans d'autres domaines. L'individu couvert de dettes adopte la mauvaise habitude de d'abord se tourner vers les autres pour de l'aide. Devenir plus responsable, être un point d'ancrage économique et moral pour sa famille et sa communauté lui semble hors de portée. L'illusion et la soumission remplacent la sobriété et l'indépendance de jugement. Que dire des nombreuses familles qui ne peuvent plus supporter le poids de la dette ? Souvent, elles tombent dans le piège de sombrer dans le désespoir ou, au contraire, de rejeter tout standard de solidité financière.

Les pertes spirituelles de l'inflation forcée

L'inflation forcée réduit constamment le pouvoir d'achat de la monnaie. Dans une certaine mesure, il est possible pour les gens de protéger leur épargne contre cette évolution mais cela requiert des connaissances financières approfondies et le temps de superviser constamment ses investissements, plus une bonne dose de chance. Les personnes à qui un de ces éléments fait défaut sont susceptibles de perdre

⁴ Pie XI, *Quadragesimo Anno* (1931), §105, 106. Voir également Deutéronome 28, 12, 43-44.

une partie considérable de leur capital. L'épargne de toute une vie s'évapore en fumée pendant les quelques années passées à la retraite. Il en résulte le désespoir et l'éradication de tous standards moraux et sociaux, comme noté plus haut. Mais il serait erroné de supposer que l'inflation produit ces effets en particulier parmi les personnes âgées. Un auteur remarque :

« Ces effets sont "surtout importants parmi les jeunes. Ils apprennent à vivre dans le présent et méprisent ceux qui essaient de leur inculquer les bonnes vieilles méthodes de la moralité et de l'économie." L'inflation encourage donc ainsi une mentalité de gratification immédiate qui est complètement décalée par rapport à la discipline et à la perspective de l'éternel exigée pour exercer les principes d'intendance bibliques tels que l'investissement à long terme pour le bénéfice des générations futures. »⁵

Même les citoyens avisés ayant les connaissances, le temps et la chance pour protéger leurs économies ne peuvent éviter les effets négatifs de l'inflation parce qu'ils doivent adopter des habitudes qui contredisent l'intégrité morale et spirituelle. L'inflation les pousse à passer bien plus de temps à penser à leur argent qu'ils ne l'auraient fait sinon. Nous avons déjà noté plus haut que, par le passé, les économies étaient surtout faites en espèces. Sous l'inflation forcée, ce régime est suicidaire. Les citoyens doivent investir dans des valeurs qui croissent avec l'inflation et la manière la plus commode est d'investir dans des actions et des obligations. Mais cela implique de passer des heures à comparer et sélectionner les bons titres. Et cela force ces personnes à être bien plus vigilantes et soucieuses de leur argent pour le reste de leur vie. Elles doivent constamment suivre les nouvelles financières et les cours des titres sur les marchés financiers.

De manière similaire, les gens sont contraints de prolonger la phase de leur vie pendant laquelle ils gagnent de l'argent. Un des critères les plus importants pour choisir leur profession sera les retours monétaires escomptés. Ainsi, une personne qui sera attirée par le jardinage cherchera néanmoins un emploi industriel parce que celui-ci offre un meilleur retour sur investissement à long terme. En outre, davantage de personnes accepteront des emplois éloignés de leur domicile parce qu'ils sont mieux rémunérés que dans un système monétaire naturel.

⁵ Thomas Woods, « Money and Morality : The Christian Moral Tradition and the Best Monetary Regime » *Religion & Liberty*, vol. 13, no. 5 (sept./oct. 2003). L'auteur cite Ludwig von Mises.

La dimension spirituelle de ces habitudes causées par l'inflation semble être évidente. L'argent et les questions financières jouent un rôle exagéré dans la vie de l'individu. L'inflation rend la société matérialiste. De plus en plus de gens cherchent à gagner de l'argent au détriment de leur bonheur et de celui de leurs prochains. La mobilité géographique artificielle causée par l'inflation réduit les liens familiaux et la loyauté patriotique. Beaucoup de ceux qui tendent à être avarés, envieux et pingres par nature s'affranchissent des impératifs de la charité. Même ceux qui n'ont pas par nature cette tendance vont être exposés à des tentations auxquelles ils n'auraient pas été sensibles autrement. Parce que les errances des marchés financiers vont fournir une excuse toute prête pour justifier l'usage parcimonieux de son propre argent, les dons aux organisations charitables vont décliner.

Ensuite, il y a aussi le fait que l'inflation constante tend à détériorer la qualité des produits. Chaque vendeur sait combien il est difficile de vendre des produits aux caractéristiques identiques à un prix plus élevé que les années précédentes. Mais les hausses de prix sont inévitables quand l'offre de monnaie est sujette à une croissance incessante. Alors que font les vendeurs ? Dans de nombreux cas, l'innovation technologique vient à la rescousse. Elle permet la production du produit à un coût moindre et neutralise ou compense ainsi l'influence contraire de l'inflation. C'est par exemple le cas des ordinateurs personnels et des équipements fabriqués avec un grand recours à l'informatique.

Dans d'autres industries, le progrès technologique joue un rôle bien moins important. Ici, les vendeurs sont confrontés au problème mentionné plus haut. Ils fabriquent alors un produit aux caractéristiques inférieures et le vendent sous le même nom avec les euphémismes d'usage en marketing commercial. Par exemple, ils offrent à leurs clients du café « allégé » et des légumes « non pimentés » ce qui équivaut à de l'eau couleur café et des légumes sans goût. Des détériorations semblables sont observables dans les métiers de la construction. Les pays dans lesquels l'inflation est constante semblent avoir plus souvent que d'autres pays des maisons et des routes ayant un besoin constant de réparations.

Dans un tel environnement, les gens deviennent indifférents à leur langage. Si tout était véritablement ce que l'on nomme, il deviendrait difficile de faire la part des choses entre la vérité et le mensonge.

L'inflation incite les gens à mentir sur leurs produits et l'inflation constante incite au mensonge routinier. L'auteur a expliqué dans d'autres travaux que le mensonge routinier joue un grand rôle dans le système des banques à réserves fractionnaires, l'institution de base de la monnaie forcée. L'inflation forcée semble répandre cette habitude comme un cancer sur le reste de l'économie.

Étouffer la flamme

Dans la plupart des pays, la croissance de l'État providence a été financée par l'accumulation de dettes publiques à une échelle impensable sans le recours à l'inflation forcée. Un coup d'œil rapide sur les faits historiques montre une croissance exponentielle de l'État providence au début des années 70, allant de pair avec une explosion de la dette publique. C'est un fait avéré que ce développement est un facteur majeur dans le déclin de la famille. Mais on ignore souvent que la force motrice matérielle de ce développement est l'inflation. L'inflation constante détruit de manière lente, mais certaine, la famille et étouffe la flamme terrestre de la morale chrétienne.

La famille chrétienne est le « producteur » le plus important de certains types de morale. La vie familiale n'est possible que si tous les membres reconnaissent des normes telles que la légitimité de l'autorité, l'union hétérosexuelle entre un homme et une femme et l'interdiction de l'inceste. La famille chrétienne, elle, adopte des normes supplémentaires telles que l'amour des époux l'un pour l'autre et de leur descendance, le respect des enfants pour leurs parents, la réalité de la Trinité de Dieu, les Vérités de la foi chrétienne etc. Les parents répètent, soulignent et vivent constamment ces normes. Cette expérience quotidienne est une expérience formatrice pour tous les membres de la famille. Et dans une sphère plus large, ces personnes agissent comme les avocats de ces mêmes normes dans les affaires, les associations et la politique.

Les amis et ennemis de la famille traditionnelle chrétienne sont d'accords sur ces faits. C'est entre autres parce qu'ils reconnaissent l'efficacité de la famille à établir des normes sociales que les chrétiens cherchent à la protéger. Et c'est justement pour cette même raison que les avocats de la licence morale essaient de la détruire. Ces trente dernières années, l'État providence a été leur instrument de

prédilection. Aujourd'hui, l'État providence fournit un grand nombre de services qui, par le passé, étaient produits par la famille et qui, nous permettons de le supposer, continueraient à être produits par elle si l'État providence cessait d'exister. L'éducation des jeunes, le soin des malades et des personnes âgées, l'assistance en cas d'urgence, tous ces services sont aujourd'hui effectivement produits à l'extérieur de la famille par l'État. Les familles ont été réduites à des petites unités de production qui partagent les factures de gaz et d'électricité, les voitures, les réfrigérateurs et, bien sûr, les impôts. L'État providence financé par les impôts leur fournit l'éducation et l'assistance.

D'un point de vue économique, cet arrangement est une pure perte d'argent. Le fait est que l'État providence est inefficace ; il produit des services de plus mauvaise qualité à un coût plus élevé. Ne nous arrêtons pas sur l'inaptitude des agences gouvernementales à fournir une assistance émotionnelle et spirituelle qui ne peut qu'émaner de la Charité. La compassion ne s'achète pas. Mais l'État providence est inefficace aussi en termes purement économiques. Il opère grâce à de larges bureaucraties et, de ce fait, manque d'incitations et de critères économiques qui l'empêcheraient de gaspiller de grosses sommes d'argent. Jean-Paul II observait à ce sujet :

En intervenant directement et en privant la société de ses responsabilités, l'État de l'assistance provoque la déperdition des forces humaines, l'hypertrophie des appareils publics, animés par une logique bureaucratique plus que par la préoccupation d'être au service des usagers, avec une croissance énorme des dépenses. En effet, il semble que les besoins soient mieux connus par ceux qui en sont plus proches ou qui savent s'en rapprocher, et que ceux-ci soient plus à même d'y répondre. On ajoutera que souvent certains types de besoins appellent une réponse qui ne soit pas seulement d'ordre matériel mais qui sache percevoir la requête humaine plus profonde.⁵

Chacun peut confirmer ces observations par son expérience personnelle et un grand nombre d'études scientifiques conduisent aux mêmes résultats. C'est précisément parce que l'État providence est un arrangement économique inefficace qu'il doit s'appuyer sur les impôts. Si l'État providence devait concourir avec les familles en ter-

⁵ Jean-Paul II, *Centesimus Annus* (1991), § 48.

mes équivalents, il ne pourrait subsister bien longtemps. Il a chassé les familles et les institutions charitables du « marché de l'assistance » parce que, de toute façon, les gens sont obligés de payer pour ces services. Ils sont obligés de payer des impôts et ne peuvent empêcher le gouvernement de contracter de nouvelles dettes qui absorbent le capital, qui sinon aurait été utilisé pour la production de biens et de services différents.

L'État providence à outrance de notre époque est une attaque directe sur les « producteurs » de morale chrétienne. Mais il affaiblit cette morale de manière indirecte aussi en subventionnant de mauvais exemples moraux. Certains « modes de vie alternatifs » sont porteurs de plus de risques économiques et tendent à être plus onéreux que la famille traditionnelle. L'État providence socialise les coûts de tels comportements et leur donne ainsi une prééminence bien plus grande que celle qu'ils auraient eue dans une société libre.

Au lieu d'être pénalisante, la licence publique pourrait bien aller de pair avec les avantages économiques parce qu'elle dispense ses protagonistes des coûts liés à la vie de famille (par exemple les coûts associés à l'éducation des enfants). Avec le soutien de l'État providence, ces protagonistes peuvent se gausser d'une morale conservatrice comme d'une sorte de superstition qui n'aurait pas d'impact dans la vie réelle. La dimension spirituelle semble être claire : l'État providence expose constamment les gens à la tentation de croire qu'il n'existe pas de préceptes moraux intangibles.

Soulignons que le point central des précédentes observations n'est pas une attaque des services charitables qui sont une composante essentielle des sociétés chrétiennes. L'argument central est que l'inflation détruit le contrôle démocratique sur la provision/financement de ces services, ce qui, inévitablement, conduit à une croissance excessive des institutions de l'État providence et à des formes exagérées d'aide sociale. Ceci n'est pas sans conséquences pour l'état moral et spirituel de la population.

Les considérations qui précèdent ne sont en aucun cas un exposé exhaustif de l'héritage culturel et spirituel de l'inflation forcée. Mais elles devraient suffire à étoffer l'argument principal : que l'inflation forcée est le moteur d'une destruction sociale, économique, culturelle et spirituelle.